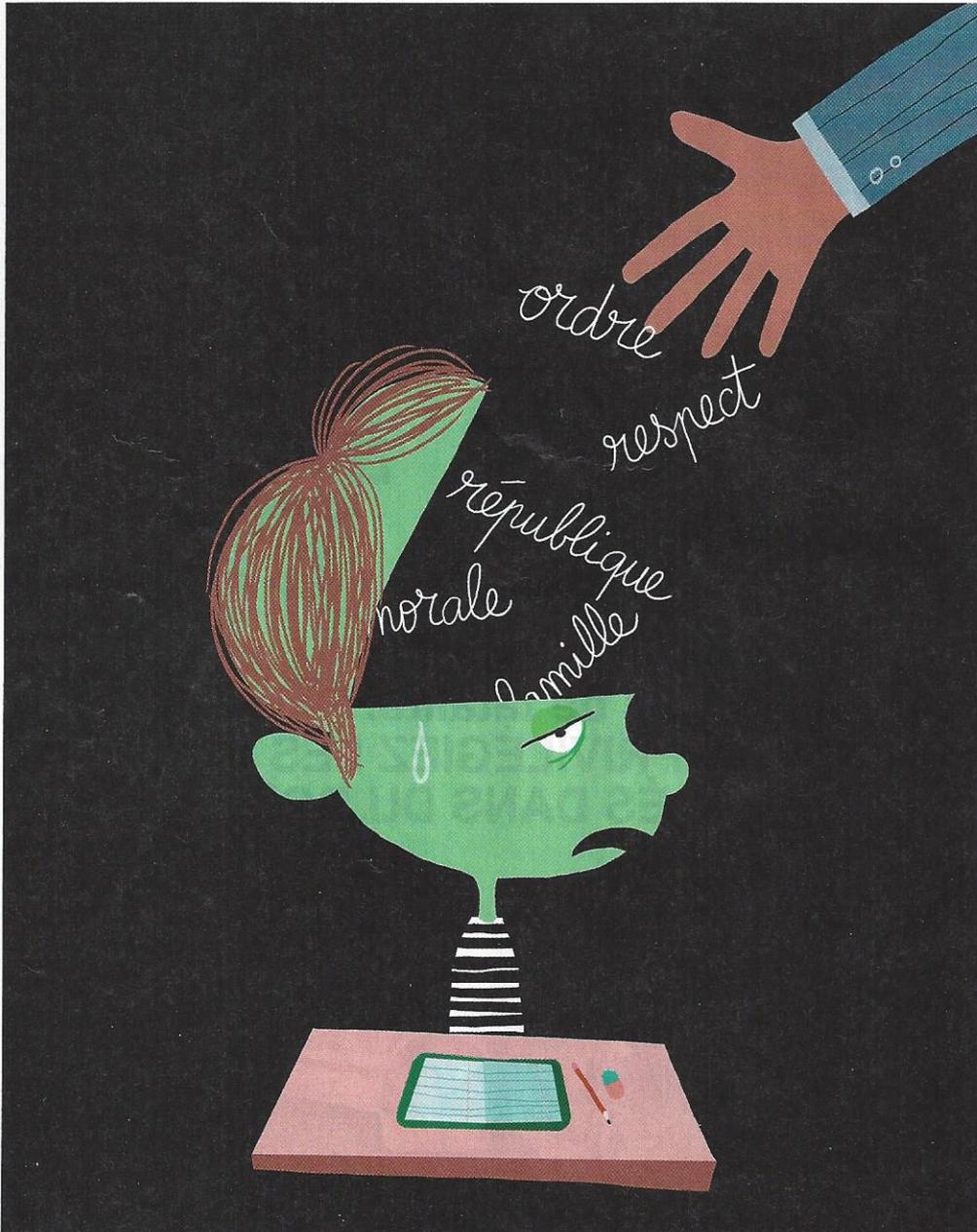


● RUWEN OGIEN EST UN FAROUCHE DÉFENSEUR DES LIBERTÉS INDIVIDUELLES ● IL CRITIQUE LE MORALISME PATERNALISTE AMBIANT ● ET S'OPPOSE À L'ENSEIGNEMENT DE LA MORALE À L'ÉCOLE

Propos recueillis par *Juliette Cerf* Illustrations *Pénélope Bagieu*



Drôle de penseur que Ruwen Ogien : spécialisé dans les questions de morale, ce directeur de recherche au CNRS défend les mères porteuses, la prostitution, le port du voile ou l'euthanasie. Avec toute la force de sa raison, formée à la philosophie analytique... Après le succès en 2011 de *L'Influence de l'odeur des croissants chauds sur la bonté humaine*, série de petites fictions, cas pratiques de philosophie morale expérimentale, il publie *La guerre aux pauvres commence à l'école : sur la morale laïque* et *L'Etat nous rend-il meilleurs ? Essai sur la liberté politique*. Défenseur farouche des libertés individuelles, Ruwen Ogien n'en est pas moins attaché à la justice sociale. Libertaire sur le plan des mœurs, mais égalitaire sur le plan économique et social... Un cocktail détonant !

Moralisation de la vie politique, morale laïque à l'école, la morale s'immisce partout dans le débat public. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

En fait, on ne sait pas très bien à quoi le mot « morale » fait référence dans le débat public. Probablement pas aux conceptions philosophiques complexes de Kant, d'Aristote ou des utilitaristes ! Plutôt à ce qu'on appelle la « morale commune ». Mais qu'est-ce que cette morale commune, sinon les idées majoritaires, plombées par toutes sortes de préjugés sur le genre de vie qu'il faut mener (prudente, familiale), ou le genre de personne qu'il faut être (tempérante, fidèle) ? C'est ce que j'appelle un moralisme, qui vire souvent au paternalisme, car il revient à penser qu'on sait mieux que les autres ce qui est bien pour eux. A droite

comme à gauche, on constate cette même tendance à tout justifier en termes moralistes, notamment l'injustice. Les inégalités ne sont plus pensées socialement ou économiquement mais moralement, ce qui libère ensuite des discours abjects sur « le cancer de l'assistanat ». Je vois là le signe »



Spécialiste de philosophie morale et directeur de recherche au CNRS, Ruwen Ogien développe une «éthique minimale» ayant pour seul principe de ne pas nuire aux autres.

d'une effarante régression de la pensée politique vers le XIX^e siècle. Vers cette tradition victorienne qui accusait les pauvres d'être responsables de leur situation, relancée par la gauche de Tony Blair, qui voulait substituer le *workfare* (remettre les pauvres au travail) au *welfare* (garantir le bien-être de tous). Blâmer les victimes, cela consiste à croire que les pauvres méritent d'être pauvres, parce qu'ils ne font pas les efforts nécessaires, parce qu'ils sont fainéants, paresseux, donc immoraux. Une telle pensée conservatrice devient dominante aujourd'hui en France.

Contre ce sursaut moraliste, vous privilégiez les droits. Pourquoi?

Parce que ces valeurs dites morales – travail, famille, patrie, mérite, ordre, autorité, etc. – prennent la place des droits et des libertés. Brandies partout, tout le temps, dès qu'il s'agit de justifier une conduite humaine, elles sont censées être supérieures aux droits, désormais vus comme de simples artifices légaux. J'ai été choqué par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne : tous les droits et les libertés devaient soudainement être assis sur des valeurs (dignité humaine, solidarité, etc.), comme si les droits ne suffisaient plus, comme s'ils étaient bâtis sur du sable, alors qu'ils sont le fruit de longues luttes. Quand le langage des valeurs est utilisé non pour fonder des droits ou les justifier mais pour les remettre en cause et les dévaloriser, il y a, je crois, un déficit de démocratie.

L'appel aux valeurs a été central dans le débat sur le mariage pour tous. Qu'en avez-vous pensé?

On peut défendre le droit au mariage pour tous, sans pour autant croire au mariage comme valeur. Ayons en tête les arguments condescendants du type : « Mais comment les homosexuels, qui sont en marge, peuvent-ils avoir envie de se marier ? »... Précisément, parce que les droits et les valeurs ne se recouvrent pas ! On peut aussi défendre le droit au travail sans penser que le travail est le lieu ultime de l'accomplissement de soi. Le débat sur le mariage pour tous a poussé à l'extrême ce recours aux valeurs en vue de bloquer les droits. La valeur « famille », porteuse d'une conception traditionnelle de l'union, a été affichée à tout-va par les opposants à cette loi. Mais, en réalité, aucun d'eux ne souhaitait un retour au mariage patriarcal le plus archaïque : le père de famille régnant en maître sur son épouse et ses enfants, le vieillard pouvant épouser une fillette, la femme propriété de l'homme, l'interdiction du divorce, etc. L'ouverture du mariage aux personnes de même sexe est l'aboutissement d'un long processus historique qui a dépouillé le mariage de ses oripeaux patriarcaux : la différence sexuelle ne joue même plus. Voilà d'ailleurs pourquoi cela advient en même temps dans plusieurs pays.

Le climat de «panique morale» que vous décriviez il y a dix ans déjà est donc toujours d'actualité?

Oui, il s'est même exacerbé. La panique morale, c'est une puissante technologie sociale qui se substitue au débat, en s'appuyant toujours sur un même argument : celui de la pente glissante. Elle touche autant le mariage gay que le suicide assisté, le travail sexuel ou la grossesse pour autrui. Cet argument de la pente glissante consiste à évoquer l'objet d'une controverse, l'enjeu d'un débat sérieux et légitime, et à le discréditer en le projetant dans un état futur non contro-

versé, dont tout le monde s'accorde à dire qu'il serait intolérable – mais sans que le passage de la situation controversée à la situation intolérable soit expliqué. Ainsi, quand le droit de vote est passé en 1974 de 21 à 18 ans, ses détracteurs ont dit : « On accordera bientôt le droit de vote aux bébés ! » ; de même, l'aide active à mourir pour les patients en fin de vie paverait la voie à l'eugénisme, à la hiérarchisation des vies ; fumer du cannabis ouvrirait la porte à la prise d'héroïne, à la délinquance, au crime. Dans le cas du mariage pour tous, idem, il n'y a presque pas eu de débat argumenté sur le mariage lui-même mais sur ce qui se passerait s'il était autorisé : polygamie, inceste, fin de la civilisation.

Comment débattre alors ?

En veillant, pour commencer, à la neutralité éthique de l'Etat, condition nécessaire pour qu'un débat démocratique ait lieu. La neutralité religieuse de l'Etat est déjà acquise et peut servir de modèle à la neutralité morale : les politiciens ne sont pas menés au nom de la Bible, de la Torah ou du Coran. Le débat public non plus : les religieux opposés au mariage pour tous ne s'y sont pas opposés à partir d'arguments religieux. Chacun range son drapeau confessionnel dans sa poche et en sort des arguments de raison publique. La discussion, ainsi, a lieu dans une sorte d'hypocrisie raisonnable, ce qui est une bonne chose, même si l'on peut se demander si on n'est pas allé trop loin. Ne vaudrait-il pas mieux que les religieux expriment leurs convictions et qu'on puisse les discuter ? Au lieu d'affirmer que le mariage est un sacrement, que Dieu nous a fait homme ou femme, ils invoquent publiquement de prétendus arguments anthropologiques mal maîtrisés, censés avoir une valeur générale faisant loi : l'ordre symbolique ou l'intérêt de l'enfant.

En quoi est-ce gênant ?

L'argument de l'intérêt de l'enfant est avancé de façon incohérente, sélective. Notre droit familial n'est pas du tout construit sur lui, mais sur la liberté de procréer. Il exclut l'idée qu'il pourrait y avoir un préjudice d'être né. Tout le monde – les laids, les pauvres, les handicapés – a le droit de fonder une famille. Et c'est tant mieux. Personne ne critiquera une mère catholique qui décide de ne pas interrompre sa grossesse alors qu'elle sait que son enfant est porteur d'une maladie très grave, cause d'atroces souffrances. Le préjudice d'être né ne semble concerner que les enfants des gays et des lesbiennes...

« L'Etat n'est pas là pour inculquer une vision du bien, mais pour faire coexister une pluralité de visions morales. »

» Pourquoi critiquez-vous l'enseignement de la morale à l'école?

Pour préserver justement la neutralité éthique de l'Etat. L'Etat n'est pas là pour inculquer une vision du bien, mais pour faire coexister une pluralité de visions morales. Il est naïf de croire qu'il n'y a qu'une seule morale laïque, sur laquelle vous tomberez nécessairement si vous pensez librement. On peut tout à fait réfléchir rationnellement et aboutir à d'autres valeurs que les valeurs « républicaines » – travail, patrie ou mérite. Il n'y a pas de morale d'ensemble, il y a différentes théories morales qui coexistent : celle de Kant, bâtie sur la dignité humaine ; celle d'Aristote, fondée sur la vertu ; celle de Stuart Mill, centrée sur le principe utilitariste du bonheur du plus grand nombre, etc. Les morales défendant l'égoïsme rationnel, l'individualisme, le plaisir ou la paresse ne trouveront jamais leur place sur les bancs de l'école ! Cette morale laïque n'est qu'une des morales laïques concevables, et ne vise en fait que certains élèves : ceux qui sont censés avoir besoin d'un redressement moral, c'est-à-dire les élèves des quartiers défavorisés, présumés violents, incivils, obscurantistes. Encore une fois, le recours à la morale dissimule le facteur social.

Quelle est votre conception de la laïcité ?

Elle met au premier plan les droits et les libertés, la justice sociale, et non la Nation. Elle est aux antipodes de celle de Vincent Peillon lorsqu'il justifie sa réforme de l'Education nationale à partir de la place de la France dans le monde, des intérêts du pays. J'aurais préféré qu'il le fasse au nom des droits de l'enfant à l'éducation, ce qui lui arrive, heureusement. Je cible surtout les « nouveaux réactionnaires », qui endossent sans complexe cette conception nationaliste de la laïcité. Pour eux, l'école serait en pleine décadence parce qu'elle est trop démocratique (les élèves ne se lèvent plus devant les maîtres, il n'y a plus de respect) ; trop libre (les enfants s'habillent comme ils veulent, fument des cigarettes en sortant et peuvent même s'embrasser) ; trop pluraliste et tolérante (avant, la République avait imposé un menu pour tous, maintenant, il y a des menus halal ou casher). Une école trop démocratique, trop libre et trop pluraliste ? Je trouve pour ma part qu'elle ne l'est pas encore assez !



Vous êtes favorable à la gestation pour autrui.

Que répondez-vous à ceux qui invoquent la marchandisation du corps et constatent que ce seront toujours les femmes défavorisées qui porteront les enfants des plus riches ?

Je ferais une analogie avec le don d'organes. On sait qu'il existe un trafic d'organes exploitant la misère sociale. Il y a là une injustice terrible, qui n'a pourtant jamais conduit ceux qui défendent le don d'organes à y renoncer. La possible exploitation des femmes les plus pauvres par des familles plus riches n'est pas un motif pour interdire la gestation pour autrui, de même que le commerce d'organes ne justifie pas, philosophiquement, l'interdiction du don d'organes.

N'est-il pas provocateur de défendre l'éthique minimale qui est la vôtre et qui repose sur le seul fait de ne pas nuire aux autres ?

Il faut plutôt aller au bout des implications logiques de ce principe que l'on retrouve dans toutes les tables de loi morale depuis l'Antiquité, et aussi à la base du serment d'Hippocrate (« d'abord, ne pas nuire »).

Pour beaucoup, c'est un principe parmi d'autres ; pour moi, c'est le seul. Je le défends contre les maximalistes, qui ajoutent toujours de nouveaux critères jusqu'à enrégimenter toute notre existence. Ne pas nuire aux autres laisse le droit de se nuire à soi-même : les torts que l'on peut se causer à soi-même n'ont aucune importance morale, ni ceux que peuvent se causer des adultes consentants. Les individus n'ont pas besoin du paternalisme, social, culturel ou moral, qui définit ce qui est bien pour eux sans tenir compte de leur opinion, qui leur interdit de faire certaines choses sous prétexte que cela porterait atteinte à leur dignité.

Quelle liberté découle de cette éthique minimale ?

Une liberté négative : elle consiste à ne pas dépendre de la volonté d'autrui. A ne pas avoir de maître qui nous empêcherait de faire ce que nous voulons, ou nous forcerait à faire ce que nous ne voulons pas. La liberté positive, elle, beaucoup plus exigeante, consiste à être maître de soi, à faire quelque chose de sa vie, à devenir meilleur. De mon point de vue minimaliste, ne rien faire de sa vie n'est peut-être pas très rationnel, mais cela n'a rien d'immoral... Dans le film *Lincoln*, de Steven Spielberg, il y a un débat sur l'abolition de l'esclavage : si on donne la liberté aux esclaves, qu'en feront-ils ? La réponse de Lincoln trace une ligne nette entre la liberté négative que je défends et la liberté positive paternaliste : arrêtons de les dominer, arrêtons d'être leurs maîtres, ils feront ce qu'ils veulent de leurs vies ensuite ●

À LIRE

L'Etat nous rend-il meilleurs ? Essai sur la liberté politique,

éd. Gallimard, coll. Folio Essais, 334 p., 9,10€.

La guerre aux pauvres commence à l'école : sur la morale laïque, éd. Grasset, 168 p., 14,50€.